



NON AU TRANSFERT DE LA TRÉSORERIE HOSPITALIÈRE DE GONESSE A SAINT-DENIS



Le Nouveau Réseau de Proximité (NRP) avait programmé le démantèlement de la DGFIP avec la fermeture de la trésorerie de Gonesse au 1^{er} janvier 2022. A ce jour, il ne reste plus que 13 sites des finances publiques au lieu de 39 en 2005.

Les missions de recouvrement de l'impôt et le Service de Gestion Comptable de Gonesse ont été transférés au CfiP de Garges. Concernant la trésorerie hospitalière de Gonesse, la totalité de son activité devait être prise en charge par la trésorerie hospitalière de Saint-Denis. Mais faute de place, elle a pris provisoirement place au CfiP de Garges. Lors du comité technique local (CTL) de la DDFiP du 95 du 10/10/2022, le déménagement a été finalement annoncé pour le 1^{er} septembre 2023. Pour les collègues de la trésorerie hospitalière de Saint-Denis, l'information leur a été communiquée lors du CTL du 16/11/2022.

Aujourd'hui chaque agent est menacé à court ou moyen terme, quels que soient ses fonctions et son lieu de travail. Ce gouvernement et la DG veulent faire le tri entre missions retenues comme « prioritaires » et celles dont elle veut se délester. Et ce sont les agents et la qualité de notre service public qui vont trinquer. Pour la CGT, toutes nos missions sont essentielles !

Cette opération impactera 45 emplois (12 pour la Trésorerie de Gonesse et 33 pour celle de Saint-Denis). Concernant les collègues de Gonesse, ils devront soit suivre la mission et par conséquent, allonger le temps de trajet pour la majorité d'entre eux, soit faire une demande de mutation en local pour rester au CfiP de Garges ou garder la mission mais à Pontoise ou à Argenteuil sans avoir la garantie de l'avoir.

En outre, lors de leur visite des locaux de la trésorerie hospitalière de Saint-Denis, les collègues de celle de Gonesse ont été indignés par leur superficie qui ne semble pas en mesure d'accueillir plus de 30 agents, ainsi que par leur sécurité.

Pour toutes ces raisons, les agents des 2 trésoreries hospitalières soutenus par la CGT Finances Publiques 95 et la CGT Finances Publiques 93, demandent l'abandon de cette restructuration.